

À la suite de la tribune parue dans Le Monde daté du 25 novembre 2021

TRIBUNE

Collectif

« Face à Eric Zemmour, parlons enfin de la France réelle » : l'appel d'élus pour un débat d'idées « à la hauteur du pays »

Un collectif de dix élus locaux socialistes, LR, Les Centristes et Horizons dénoncent ses « raisonnements simplistes » et en appellent à un sursaut populaire.


Publié le 25 novembre 2021 à 05h00 - Mis à jour le 25 novembre 2021 à 10h58 |  Lecture 4 min.

 Article réservé aux abonnés

...

Il est temps de nous réveiller collectivement. Nous appelons à un sursaut populaire. Les raisonnements simplistes et trompeurs ne sauveront personne. Respecter la France réelle, c'est mener un combat républicain par un débat d'idées à la hauteur de notre pays.

Pour que la campagne électorale ne soit pas noircie par le mensonge et l'hypocrisie. Et pour que l'élection présidentielle soit un grand événement de démocratie, qui dessine l'espoir pour la France dans toute sa diversité.

 Les signataires de cette tribune sont **Nathalie Appéré**, maire (PS) de Rennes, **Michaël Delafosse**, maire (PS) de Montpellier, **Mathieu Klein**, maire (PS) de Nancy, **Delphine Labails**, maire (PS) de Périgueux, **Frédéric Leturque**, maire (Les Centristes) d'Arras, **Jean-Luc Moudenc**, maire (LR) de Toulouse, **Gaël Perdriau**, maire (LR) de Saint-Etienne, **Arnaud Robinet**, maire (Horizons) de Reims, **Johanna Rolland**, maire (PS) de Nantes et **Catherine Vautrin**, présidente (LR) du Grand Reims.

Collectif

Nous avons choisi de partager notre projet en nous adressant aux signataires de cette tribune. Voici notre réponse :

Madame, Monsieur le Maire

C'est avec un très grand plaisir que j'ai lu votre tribune transpartisane dans Le Monde. Un acte de salubrité publique. J'en retiens le passage essentiel :

« Il est temps de nous réveiller collectivement. Nous appelons à un sursaut populaire. Les raisonnements simplistes et trompeurs ne sauveront personne. Respecter la France réelle, c'est mener un combat républicain par un débat d'idées à la hauteur de notre pays.... pour que l'élection présidentielle soit un grand événement de démocratie, qui dessine l'espoir pour la France dans toute sa diversité ».

Contrairement aux politiciens d'opérette, aux spadassins de plume, aux habitués des dîners en ville, dites-vous en substance, vous êtes au contact du pays réel. C'est profondément vrai. Chaque ville, chaque territoire est le lieu de vie des Français dans leur diversité, une France en raccourci, face au grand vent de la mondialisation et de la globalisation économique, face à l'urgence de la transition vers des sociétés écologiquement et socialement durables.

Cet appel que vous lancez appelle une suite : *mettre sur la place publique les idées à débattre, la vision d'avenir à partager, les réponses à promouvoir, en transcendant , comme dans votre première tribune, les fractures partisans.* Pour cela, il faut adopter me semble-t-il votre point de départ, d'où vous observez la société, d'où vous exercez vos responsabilités à son égard : le territoire.

C'est aussi l'approche de la Fabrique des transitions, (www.fabriquedestransitions.net) : dans un monde interdépendant c'est, paradoxalement, en partant des territoires, de leur rôle dans la conception et la conduite de la transition écologique et sociale, que l'on peut renouveler en profondeur le débat politique. Le territoire est le moyen de « penser localement pour agir localement et globalement », de tracer, comme vous nous y invitez dans votre tribune, des perspectives à la hauteur de notre pays et à la hauteur des défis du monde.

Partageant votre préoccupation de donner aux prochaines élections présidentielles de la hauteur, car il y va aussi de l'avenir de notre démocratie, j'ai pris l'initiative de créer avec un certain nombre d'alliés de la Fabrique un « chantier », modalité de travail décentralisé qui lui est propre, dédié à des propositions à soumettre à l'ensemble des candidats à la présidentielle et aux élections législatives. Tous ceux qui se reconnaissent dans le diagnostic et les valeurs de notre Charte fondatrice peuvent y participer en s'inscrivant à : https://chantiers.fabriquedestransitions.net/bdf_chantier-5.html. Nous serions particulièrement heureux que des représentants des villes que vous dirigez viennent enrichir notre réflexion.

Partant des territoires, la Fabrique des transitions ne s'y enferme pas, bien au contraire. Nous sommes convaincus qu'il ne suffit pas de multiplier les actions locales pour que le monde change. Notre Charte fondatrice souligne d'ailleurs que « les systèmes de pensée, les modèles de développement, les formes de gouvernance, les conventions juridiques, économiques et financières conditionnées par une mondialisation dominée par le marché, les modes de vie qui structurent nos sociétés, hérités des siècles derniers » ne permettent pas de relever les défis du vingt et unième siècle. Mais nous pensons que cette structuration intellectuelle et institutionnelle peut justement être interpellée à partir des territoires.

C'est pourquoi les propositions ci-jointes, dont je souligne qu'elles n'engagent pas la Fabrique en tant qu'institution, comportent trois volets : une vision et une boussole, seules capables de mobiliser les énergies autour d'un projet fédérateur à long terme ; les conditions à réunir pour

faire des territoires des acteurs pivot de la transition ; la réforme des politiques françaises et européennes sans laquelle l'action des territoires se heurtera toujours à un plafond de verre.

Une vision et une boussole. Nous faisons face à une quadruple crise des relations : en notre propre sein, écartelés entre nos convictions et nos actes, dominés par les institutions et les algorithmes ; entre les personnes, avec la perte de cohésion sociale diluée dans l'affrontement entre droits concurrents ; entre l'humanité et la biosphère ; entre les sociétés avec l'impuissance des relations inter-étatiques à gérer les biens communs mondiaux . Recréer, dans tous ces domaines, la relation est notre boussole : en soutenant les acteurs les mieux capables d'organiser les relations en leur sein, territoires et filières ; en développant la coopération entre niveaux de gouvernance ; en renouvelant le contrat social, expression de l'équilibre entre droits et responsabilités ; en mettant la coopération au cœur de la vie économique, des politiques publiques, de l'éducation.

Les conditions à réunir pour faire des territoires des acteurs pivot de la transition Dans le contexte français, où la ressource fiscale va essentiellement à l'État et où une longue tradition de centralisation a fait des collectivités territoriales des acteurs à l'autonomie et aux moyens très limités, il faut : doter les territoires des compétences et des moyens humains nécessaires pour les mettre en mesure d'assumer leur nouveau rôle ; entreprendre une profonde réforme culturelle de l'État, appelé à devenir partenaire et non tuteur des territoires ; adopter, comme l'Union européenne, les principes et méthodes d'une gouvernance à multi-niveaux fondant l'action publique sur la coopération entre les différentes échelles de gouvernance.

La réforme des politiques françaises et européennes sans laquelle l'action des territoires se heurtera toujours à un plafond de verre. Les stratégies territoriales de transition ne suffisent pas à construire un modèle viable, assurant à tous un bien être dans le respect des limites de la biosphère. Il faut les compléter par des transformations structurelles de l'économie, de la gouvernance et des relations internationales :

- le système économique et monétaire doit être conforme à ce que l'on appelait autrefois « l'œconomie » : un mode de gestion qui concilie bien être pour tous et respect des limites de la biosphère. Pour cela, il faut découpler la consommation d'énergie fossile et le développement du travail et de la créativité humaines ;
- la gouvernance ne peut plus s'entendre que du local au mondial tant nos interdépendances sont profondes et irréversibles avec les autres sociétés. La responsabilité est au cœur de l'éthique eu vingt et unième siècle et le fondement d'un nouveau contrat social ;
- les relations entre régions du monde ne peuvent plus reposer sur la souveraineté des États, un droit mondial de la responsabilité doit s'imposer à tous les acteurs et le commerce international mis au service de filières durables.

Comme vous le verrez dans la description détaillée des propositions¹, nous ne nous en tenons pas à des idées générales mais avançons des propositions concrètes. Vos remarques, critiques et contributions seront très appréciées.

Vous remerciant encore de votre initiative je vous prie de croire, Madame et Monsieur les Maires, à l'expression de ma haute considération

Pierre Calame

président de Citego, Cités, territoires, gouvernance (www.citego.org)

auteur de : « la démocratie en miettes » ; « petit traité d'œconomie » ; métamorphoses de la responsabilité et contrat social »

animateur du chantier de la Fabrique « propositions pour les élections présidentielles et législatives »

¹PJ : « Propositions pour les élections présidentielles. Version du 30 novembre 2021 »